

Chambre, je sais à quel point le système de taxation est complexe.

Nous savons que nous devons faire face à la concurrence internationale. Nous sommes en concurrence directe avec les importations. Nous sommes aussi en concurrence avec des produits fabriqués au pays. Nous devons instaurer au Canada un climat où règne l'équité et où les fabricants ont la possibilité de réussir pour pouvoir accéder aux marchés internationaux.

Un autre problème survenu à la fin de l'année a été celui des entreprises minières et des scieries qui avaient un numéro de licence aux fins de l'impôt. À la fin, les vérificateurs pourraient dire que la société pourrait réclamer l'exemption de cette boîte de papier essuie-tout parce qu'on s'en sert sur la chaîne de fabrication. Les compagnies finiront par nous envoyer un tas de factures en nous disant: «À notre avis, cette question devrait être éclaircie et ce produit devrait faire l'objet d'une exemption.» La compagnie cherchera donc à résoudre ces problèmes avec l'aide d'un comptable et de Revenu Canada. Le nouveau régime fiscal sera plus facile à comprendre et plus équitable pour tous les Canadiens, car tous savent que personne n'aime payer des taxes.

Ce sont les mêmes arguments que nous avons entendus lors de l'étude de l'Accord de libre-échange. On fait courir des bruits alarmants pour imposer ses croyances politiques à autrui. Une fois que ce régime fiscal sera en place et que les gens faisant moins de 30 000 \$ par an recevront leur premier chèque aux environs du 15 décembre, ils se rendront compte que c'est un cadeau de Noël.

J'étais chez moi en fin de semaine et un électeur m'a dit qu'après avoir eu l'occasion de lire et de comprendre le mécanisme, il n'aime pas payer la taxe, mais maintenant il peut comprendre de quoi il s'agit.

Le Conseil économique du Canada a déclaré que l'Accord de libre-échange a entraîné la création de 95 000 nouveaux emplois en Ontario. Je sais que l'opposition doit jouer son rôle, mais il n'en reste pas moins que la stabilité du pays résulte des mesures prises par le gouvernement en matière de dépenses et de recettes. En 1989-1990, le déficit a diminué de près de 8 milliards de dollars par rapport à celui de 1984-1985, alors qu'il atteignait 38,3 milliards de dollars. C'est une réduction de 45 p. 100 dans le déficit du PIB.

La croissance de la dette a ralenti de façon spectaculaire pour égaler la croissance du rendement économique

Initiatives ministérielles

des produits et des services. Derrière les importantes mesures prises au sujet du déficit, il y a des modifications encore plus considérables dans la structure actuelle des dépenses et des recettes du gouvernement.

Celui-ci a maintenant un excédent de 9 milliards de dollars. Les programmes gouvernementaux sont largement financés par les recettes.

À cause du déficit annuel de 30 milliards de dollars, les intérêts payés seulement pour le service de la dette annuelle ont augmenté de 3 milliards de dollars. Cela signifie que l'excédent d'exploitation doit augmenter de 3 milliards de dollars tous les ans juste pour empêcher le déficit global d'augmenter. Le problème est aggravé par la situation financière du gouvernement et l'augmentation des taux d'intérêt.

Les conséquences de cette vulnérabilité aux taux d'intérêt se sont faites durement sentir à la fin de 1988 et au cours de l'année 1989. Étant donné que l'économie avait atteint sa pleine capacité et que les pressions inflationnistes augmentaient, des taux d'intérêt plus élevés que prévus ont ajouté 6,5 milliards de dollars à la dette publique en 1989-1990 en ce qui concerne le cadre financier prévu dans le budget de février 1989.

Le budget d'avril 1989 prévoyait une réduction sensible des dépenses et des mesures garantissant des recettes. Grâce aux mesures prises dans ce budget, le gouvernement a pu établir un cadre financier destiné à résoudre les problèmes du Canada.

Depuis le budget d'avril 1989, les pressions inflationnistes se sont révélées plus difficiles à éliminer que prévues. Par conséquent les taux d'intérêt sont restés plus élevés que prévu. Il a fallu prendre d'autres mesures financières pour renforcer le cadre financier du budget d'avril 1989.

Puisque nous parlons de cette question, il faudrait mentionner le fait qu'un budget vient d'être présenté dans la province de l'Ontario. Il est très intéressant de constater qu'on prévoit une croissance réelle de 1,7 p. 100, mais une augmentation des dépenses de 6,8 p. 100. C'est révélateur, à mon avis, de l'un des plus grands problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous essayons par tous les moyens de donner une certaine stabilité au pays, de stabiliser l'économie. Toutefois, je ne vois pas comment on peut y arriver quand l'Ontario refuse d'essayer de limiter ses dépenses, ce qui aura pour effet de mettre davantage de pression sur le dollar canadien et de faire monter les taux d'intérêt.